



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

*Pour diffusion immédiate*

### **Financement des organismes communautaires : la CAQ au banc des pénalités!**

*Sherbrooke, le 21 février 2022* - Plus d'une centaine d'organismes communautaires de l'Estrie seront en action dans le cadre de la semaine nationale de fermetures et de grèves qui se déroulera de manière rotative dans toutes les régions du Québec du 21 au 24 février 2022, sous la bannière de la campagne *Engagez-vous pour le communautaire*.

Partout en Estrie, des député·e·s seront interpellé·e·s ce 23 février, sous le thème *Promesses brisées, communautaire fermé*. Les groupes iront remettre des pénalités à la CAQ sous forme de cartons rouges pour l'occasion.

D'organismes de prévention, de socialisation, de mobilisation citoyenne, nous, organismes communautaires autonomes, sommes de plus en plus amenés à devoir répondre aux responsabilités de l'État en regard du filet social. Les années d'austérité, jumelées par la suite à la pandémie, nous font craindre le pire pour les années à venir.

Sous-financés depuis plus de 30 ans, nous faisons face actuellement à un cocktail encore plus explosif : manque chronique de financement, pénurie de main-d'œuvre, essoufflement des équipes en place, complexification des problématiques, augmentation de la précarité et de la détresse et un réseau public à reconstruire.

Il manque actuellement 50 millions en Estrie pour combler les besoins et éviter que ces fermetures ne soient plus le fruit d'une action de mobilisation mais une triste réalité, ce qui serait une perte énorme pour la population du territoire. « À ce rythme, nous allons droit dans le mur! Des groupes ferment temporairement, cessent d'offrir certaines activités ou services, ou encore diminuent leurs heures d'ouverture, c'est du jamais vu! » lance Claudelle Cyr, directrice du Regroupement des organismes communautaires de l'Estrie. « Alors que nous travaillons majoritairement avec des gens plutôt éloignés des services du réseau public, qui va accompagner les personnes analphabètes dans leurs demandes d'aide sociale, si leur groupe de défense de droits est fermé? Qui va offrir du support et du répit aux proches aidant·e·s si les organismes qui leur viennent en aide réduisent leurs heures? Où ira la jeune qui vit une crise familiale importante si sa maison de jeunes n'a plus d'intervenant·e faute d'attractivité et d'un financement récurrent et structurant? » questionne Mme Cyr.

Le Québec fait face à une crise du logement sans précédent, le taux d'itinérance ne cesse d'augmenter, la santé mentale de la population se précarise de plus en plus et le gouvernement en est conscient. « Alors qu'attend-il pour investir massivement dans nos organismes qui, il le sait aussi, soutiennent la population dans les moments difficiles et en temps de crise? » ajoute Marilou Lépine-Gougeon, coordonnatrice de la Table ronde des organismes volontaires d'éducation populaire de l'Estrie.

Le prochain budget, qui devrait être déposé d'ici la fin mars, en est un pré-électoral. « Lors de son élection, la CAQ s'était engagée à mieux soutenir le milieu d'action communautaire autonome dès son premier mandat. C'est donc le budget de la dernière chance! », concluent en cœur Mme Cyr et Mme Lépine-Gougeon.